

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires** en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

NOVEMBRE 1965 — 3^e Année — N° 26

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel . . . 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou B.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Pourquoi la guerre ?

L'opinion publique, avide d'extraordinaire et d'insolite, peut s'interroger et trembler devant les forces obscures qui se déchainent au Vietnam. Une fois de plus, son destin lui semble inexplicable, comme livré au hasard. En 1962 déjà, pour ne rien dire de la guerre de Corée, on lui avait appris, après coup, qu'elle avait échappé de bien peu à un conflit mondial lors du différend Moscou-Washington à propos des fusées cubaines. Aujourd'hui, le conflit vietnamien lui semble se résumer en une "escalade" des forces en présence où l'action de l'une semble conditionnée par les initiatives de l'autre.

La guerre et la paix sont devenues d'insondables mystères, ce qui leur assure une place de plein droit dans l'arsenal religieux du Vatican : Paul VI n'a-t-il pas été introduit en grande pompe dans le saint des saints de l'O.N.U. pour s'y livrer, tel un sorcier, à ses opérations d'exorcisme ?

Mais dans l'histoire réelle, tout se ramène finalement au conflit historique entre les deux seules classes de la société actuelle qui soient irréconciliablement ennemies : la bourgeoisie et le prolétariat. Pourtant, nous dira-t-on, au Vietnam les troupes américaines luttent contre le Vietcong et non contre le prolétariat et par ailleurs les mouvements d'Asie sont des luttes d'indépendance nationale, c'est-à-dire des luttes d'essence bourgeoise. Laissons répondre le « New

York Times » qui écrit dans son numéro du 24 septembre 1965 :

« Le mouvement d'expansion le plus long de l'histoire économique que du temps de paix aurait très vraisemblablement pris fin si l'extension du conflit au Vietnam n'en avait pas accordé un sursis... Le président du **Federal Reserve Board** avait, de son côté, déclaré au printemps dernier que « le développement accéléré de l'activité présentait d'étroits rapports avec celui d'avant 1929, et qu'il y avait lieu de redouter une chute brutale. En fait, le véritable danger était celui d'un arrêt du mouvement d'expansion. L'escalade au Vietnam a permis au gouvernement fédéral d'injecter à l'économie les stimulants dont elle avait besoin, et l'a dispensé de reconnaître publiquement qu'il s'était trompé. »

On ne saurait mieux le dire : « le véritable danger » ne se trouve pas en Asie, mais dans « l'arrêt du mouvement d'expansion », c'est-à-dire dans les conséquences d'une crise comparable à celle de 1929. Une crise d'une telle ampleur, c'est l'arrêt de la production, le chômage généralisé et... le réveil brutal du prolétariat (Los Angeles est là pour donner un aperçu de ce que serait la violence de son action) qui n'est maté qu'autant que sa servitude prend l'aspect trompeur de la prospérité. Qu'on juge de cette prospérité-là au travers de l'endettement des travailleurs américains :

	Revenu familial moyen	Charge annuelle d'intérêts par famille	Charge d'intérêts du revenu familial en pour cent	Revenu net familial
1949	3.860	441	11	3.419
1952	4.570	679	15	3.891
1955	5.090	870	17	4.220
1958	5.670	1.044	18	4.626
1961	6.220	1.223	19	4.997
1964	7.160	1.528	21	5.632

Si le revenu moyen a augmenté de 4,25 % par an entre 1949 et 1964, le revenu net, après déduction des intérêts des emprunts, n'a augmenté que de 3,04 %. Cela donne le ton de la prospérité « la plus longue de l'histoire économique du temps de paix ». Mais c'est surtout le montant des intérêts payés annuellement qui montre la fragilité de l'économie américaine. En 1964, le cinquième du revenu moyen est utilisé à payer les intérêts des dettes contractées, ce qui signifie qu'une famille américaine est en moyenne endettée pour un montant plus élevé que son revenu annuel !

Dans ces conditions, il devient évident que le moindre arrêt de l'expansion risque de faire sauter la société américaine tout entière et l'impérialisme mondial, camp "socialiste" y compris, à sa suite. L'aggravation du conflit au Vietnam sert donc les intérêts des Etats-Unis et on comprend que ceux-ci soient sourds aux offres de médiation de la France ou de l'Angleterre.

Tout cela, on le voit, ne correspond en rien à la propagande pacifiste des soi-disant communistes, aussi bien russes que chinois. Pour eux, toute l'histoire se ramène à une sorte de lutte, du reste paci-

fique, entre les forces du Mal — la « clique militariste » américaine, les "revanchards" de Bonn — et les forces du Bien — les pacifistes armés de leurs colombes et des signatures qu'ils recueillent avec ardeur.

L'histoire réelle se moque de ces schémas chrétiens. La guerre est une nécessité dans la société capitaliste, comme le rappelle cyniquement le « New York Times » et comme l'ont toujours su les marxistes. La guerre fait les bonnes affaires, la guerre locale permet de maintenir l'expansion, la guerre généralisée résoud momentanément les contradictions du capitalisme. Aussi la nécessité de la guerre s'impose-t-elle aux gouvernements bourgeois, quels que soient leurs "bons sentiments" dont les "communistes" font si grand cas. Ne se réjouissaient-ils pas de l'élection de Kennedy-le-progressiste ? C'est lui qui a relancé la guerre au Vietnam et tenté le fameux débarquement de la baie des Cochons à Cuba ! N'applaudissaient-ils pas à la victoire de Johnson-le-sage sur Goldwater-le-va-t-en-guerre ? C'est le sage qui règle la sinistre escalade au Vietnam et envoie ses marines à Saint-Domingue !

Tous ceux qui endorment le pro-

létariat de leurs discours pacifistes sont du même coup les complices de la violence capitaliste. Seule la violence révolutionnaire du prolétariat peut la faire taire. Mais les démocrates, même rénovés, les patriotes, même Chinois, détournent le prolétariat de sa préparation à la révolution internationale. Qu'ils le veuillent ou non, peu nous importe, ils se font du même coup les larbins de la conservation bourgeoise.

La bourgeoisie veut la guerre et la prépare, car telle est la loi de sa société. S'il ne veut pas la subir, le prolétariat doit préparer l'avènement de sa société, du socialisme. Elle n'admet pas d'autre voie que la révolution.

" Démocratie renouvelée " et capitalisme

En septembre dernier, G. Marchais a tracé devant le comité central du P.C.F. un assez sombre tableau de la situation économique et sociale. En voici les grandes lignes : « C'est à de nouveaux sacrifices auxquels de Gaulle et Pompidou convient les travailleurs... et, bien entendu, ces sacrifices sont demandés au nom d'une "prospérité économique" et d'un progrès social qui viendraient plus tard... Le moyen c'est le blocage des salaires grâce à la politique des revenus... Malgré le plan de stabilisation la montée des prix a été bien supérieure au chiffre de 1,5 p. 100 prévu dès mainte-

nant pour chaque année... Par contre, si le pouvoir gaulliste entend s'efforcer de maintenir le blocage des salaires, il envisage bien entendu de renforcer l'exploitation car, selon lui, pour dominer les prix de revient, il faut encore augmenter la productivité au détriment de la santé des travailleurs » (C'est nous qui soulignons).

En somme, le P.C.F. reproche essentiellement au gouvernement : 1) de procéder à des opérations monétaires et de planifier la réduction du pouvoir d'achat ouvrier ; 2) de le fatiguer en promettant un bien-être (Suite en page 4)

En marge des "réformes" russes :

LE SOCIALISME EST L'ABOLITION DU SALARIAT ET DU MARCHÉ !

Nous n'avons pas attendu qu'un Kossyguine vienne apporter sa consécration officielle aux théories du professeur Liberman sur le rôle du profit, de la rentabilité et des « liens directs » entre les entreprises, pour montrer avec quelle force s'imposent à la société russe les catégories et les lois d'une économie de marché. Et nous n'attendons pas plus, comme le fait « Le Monde », que « le gouvernement soviétique permette aux cadres d'investir dans les usines une partie de leurs revenus », ni qu'éclate une crise de surproduction, pour déclarer hautement que la Russie est capitaliste de fond en comble. Une lourde expérience politique nous l'a appris : celle de la contre-révolution stalinienne. Et dans le domaine de la théorie, Marx nous a, depuis longtemps, enseigné qu'il peut y avoir un « capitalisme sans capitalistes » et que c'est même à cela que tend l'accumulation du capital.

Simplement, « il est piquant, comme dit « L'Humanité » (29 septembre 1965), de voir « L'Aurore » donner des leçons de marxisme à l'Union soviétique. Il est encore plus « piquant », dirons-nous, de voir « L'Humanité » répondre à « L'Aurore » et le « camarade » Kossyguine aux « experts des questions soviétiques », lorsque ceux-ci déclarent que Moscou renonce au « socialisme » et reconnaît les avantages économiques du système capitaliste. Laissons tous ces gens se reconnaître entre eux : « Ce n'est pas Kossyguine, écrit « L'Humanité », qui a inventé en U.R.S.S. le système des primes. Le patron capitaliste accorde des primes à ses ouvriers pour que ceux-ci, par leur travail, accroissent ses profits. L'ouvrier soviétique reçoit des primes quand son travail a

augmenté le bénéfice que son entreprise rapporte à toute la société, c'est-à-dire au peuple lui-même ». Vue d'un bureau de rédaction, la différence peut paraître subtile. Mais le « peuple » ne fait rien à l'affaire. Pour un prolétaire une chose demeure : l'exploitation du travail salarié !

Ce ne sont pas les « experts des questions soviétiques », ni les journalistes de « L'Aurore » qui poseront des problèmes embarrassants sur les réformes économiques russes, mais plutôt de simples prolétaires, comme celui qu'a rencontré un éditeur de la « Pravda » à Parme (Italie), lors d'une tournée de conférences. D'après F. Bourlatsky (« Pravda » du 1er octobre 1965), cet ouvrier lui aurait déclaré : « Je crois au socialisme. Mais j'ai lu Marx et Lénine et j'ai toujours pensé que le système socialiste doit complètement abandonner l'économie mercantile et l'échange d'équivalents. Le profit, l'intérêt matériel sont des catégories du capitalisme ». Voilà une question claire et nette qui renverse toutes les « réponses aux lecteurs » que « L'Humanité » et la « Pravda » ont pu publier pour montrer que le profit, la rentabilité et le bénéfice font bon ménage avec le « socialisme ». Ceux qui penseraient le contraire, écrit Bourlatsky, en sont restés à une conception « naïve » et « simpliste » du socialisme.

Eh bien, vive le « simplisme » prolétarien ! Les rapports de classes ont cette limpidité qui échappe aux apologistes du Capital. On en jugera par les « explications » de Bourlatsky dans la « Pravda », et de Kanapa dans « L'Humanité ».

« Il faut distinguer, déclare Bourlatsky, entre les formes de

propriété qui sont le fondement de l'économie et de tout le régime social, et les méthodes de direction économique ». Et J. Kanapa s'est fait « spécialement » envoyer à Moscou pour redire « par téléphone » aux lecteurs de « L'Humanité » ce que Bourlatsky écrivait une semaine plus tôt dans la « Pravda ». Kanapa écrit : « ce qui distingue le socialisme, du capitalisme, comme Marx déjà le montrait (?), ce ne sont pas les formes de l'activité économique, c'est la forme de la propriété » (« L'Humanité » du 6 octobre 1965). Ainsi, pour ces messieurs, ce ne sont pas les rapports de production qui déterminent les formes de propriété, mais l'inverse : comme la Russie se dit « socialiste », salaire, profit, économie de marché seront baptisés « socialistes ». Le truc n'est pas nouveau et Marx notait déjà dans sa critique au programme du parti ouvrier allemand : « Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques, ou n'est-ce pas à l'inverse les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? » Pour se tirer d'une critique « naïve », nos staliniens doivent aller fort loin, jusqu'à renier l'a b c du matérialisme historique.

Tout aussi significatif est le second « argument » de Kanapa - Bourlatsky. (Vraiment, « L'Humanité » pourrait réduire ses frais de production en recopiant la « Pravda », si elle ne devait payer son tribut bourgeois à la publicité tapageuse des correspondants étrangers soi-disant « bien informés » !) Parlant des bénéfices, du crédit et de la rentabilité, Kanapa écrit : « Si l'économie soviétique ne leur avait pas fait jusqu'ici toute la place qu'elle leur fait aujourd'hui, c'est essentiel-

(Suite en page 2)

Le "progrès" capitaliste

Le prolétariat est sorti deux fois vaincu des dévastations de la seconde guerre impérialiste : après que des millions de prolétaires se soient sacrifiés pour donner un nouveau sursis de quelques décennies au capital international, les survivants, poussés par les renégats du communisme et du socialisme qui avaient déjà contribué à les envoyer au massacre, faisaient les frais de la reconstruction d'après-guerre. Lancé par les faux partis communistes, le mot d'ordre « Reconstruire sans revendiquer » triomphait en Europe occidentale. La production démarrait en flèche (on avait tellement détruit...), une nouvelle période de paix sociale s'ouvrait : privé d'un parti révolutionnaire international, le prolétariat n'était plus qu'une classe à exploiter.

S'appuyant sur ces caractères transitoires de la période d'après-guerre, idéologues bourgeois et « enrichisseurs » du marxisme proclamaient que les antagonismes sociaux et les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste étaient maintenant dépassés au profit d'un progrès continu et sans heurts. Pendant cette période d'« enrichissement » du marxisme, la tâche fondamentale de notre mouvement a été d'assurer la survivance du Parti, que bien peu ont encore rejoint, mais qui est resté fermement accroché aux fondements théoriques du marxisme reniés de toutes parts et les a défendus comme la seule garantie de la reprise d'un authentique mouvement prolétarien.

Ainsi avons-nous pu repousser toutes ces pseudo-théories en les renvoyant à leur maîtresse commune, l'opportunisme, et soutenir que sous l'apparence de paix sociale, les efforts, les souffrances, les privations, l'exploitation des prolétaires augmentaient de façon démesurée, accumulant justement les explosifs qui feront sauter la citadelle capitaliste.

Quant aux « théoriciens » du progrès sans heurts, de la planification démocratique, de l'intégration du prolétariat au système capitaliste nous leur jetterons à la face cette réalité qu'ils exaltent, en utilisant des citations et des chiffres qui réjouiront ceux qui en savent la vraie signification :

FRANCE

Production des bassins houillers : en 1949, 188.100 mineurs produisaient 51.200.000 tonnes de charbon, soit 1.092 kg par tête ; en 1963, 115.100 mineurs (38 % en moins) ont produit 47.800.000 tonnes de charbon, soit 1.958 kg par tête. Augmentation de la productivité du travail : 79,3 %.

Dans le secteur automobile : en 1961, 158.000 salariés produisaient 1.224.338 voitures, soit 8 voitures par ouvrier ; en 1963, 172.000 salariés ont produit 1.763.977 voitures, soit 10 voitures par ouvrier. Augmentation du rendement de 25 %.

(La Tribune des Mineurs, 12 août, 1964).

CANADA

« Dans les milieux bien informés on calcule qu'au cours des dix prochaines années, plus de deux millions d'emplois disparaîtront au Canada par suite des modifications techniques apportées au procès de production. Dans la même période, l'accroissement démographique exigera 1,5 millions d'emplois nouveaux, c'est-à-dire que pour maintenir l'emploi au niveau actuel, l'économie canadienne devra offrir 3,5 millions d'emplois nouveaux d'ici à 1974. Rares sont les économistes, s'il en est, qui osent considérer ces chiffres comme possibles à atteindre, ou même à approcher ».

(Canadian Labour, mars 1964).

ETATS-UNIS

« Selon une enquête de L. Keyserling, président de la Commission présidentielle des conseillers économiques pendant la présidence Truman, en 1963, le chômage a doublé par rapport à 1953 et on évalue à 7 millions (9,5 % de la main-d'œuvre) le nombre total des sans-travail ».

(U.E. News, 9 mars 1964).

« Selon une estimation de l'A. F.L. - C.I.O., en 1970 l'automation portera le nombre de chômeurs à 21 millions, auxquels il faudra ajouter les 12 millions de jeunes à la recherche de leur premier emploi, soit un total fantastique de 33 millions en 1970 ».

(La Presse Syndicale, janvier 1965).

ALLEMAGNE

« L'automation supprime chaque année 1,5 millions d'emplois. L'Ins-

titut de recherches économiques (I.F.O.) a calculé que de 1950 à 1958, 6 pour cent de l'ensemble de la main-d'œuvre a été « libéré » par le progrès technique. Dans onze grandes entreprises de l'Allemagne Fédérale, on constate, malgré une production en pleine expansion, une réduction absolue du nombre de travailleurs. A Wolfsburg, la Volkswagen dispose aujourd'hui d'un système de presses entièrement automatisé qui requiert 74 pour cent de temps et 68 pour cent de main-d'œuvre en moins pour fabriquer les carrosseries. La soudure automatique permet aujourd'hui à 12 manœuvres de souder les pièces du châssis, travail auparavant effectué par 52 soudeurs hautement qualifiés ».

(La Presse Syndicale, janvier 1965).

GRANDE-BRETAGNE

« Mais la question principale, la plus inquiétante sera celle du plein emploi : cette période pourra-t-elle l'assurer dans notre secteur, ou bien ne donnera-t-elle pas libre cours à un chômage incontrôlable, source de misère et de désespoir pour des millions de travailleurs ? ».

(Graphical Journal, octobre 1964).

Une question angoissante

C'est là la question angoissante que nous pouvons renvoyer telle quelle aux zélés de la seconde révolution industrielle, la « révolution des computers ». Si la rationalisation est une nécessité que la loi de fer de la concurrence impose au capital, dans une société divisée en classes, c'est la classe exploitée, le prolétariat qui paie. C'est l'intensité du travail, l'exploitation, et donc les tensions sociales qui augmentent. Il est clair pour tous, selon l'aveu des apologistes du capital eux-mêmes, que l'ère de « prospérité » actuelle pose des problèmes, crée des difficultés, des tensions que les apprentis sorciers ne savent pas surmonter. Et il est tout aussi facile de constater que face au gaspillage énorme d'un capitaliste sénile, face à la vie démente des métropoles occidentales, la misère des exploités augmente.

Nous proposons aux brillants journalistes qui ne se lassent pas de proclamer la faillite des prévisions de Marx sur l'accroissement de la paupérisation, d'aller exposer leurs aimables théories aux centaines de millions de prolétaires indiens, chinois, japonais, indonésiens, africains, sud-américains ; ils seront alors en mesure de constater de visu que le capitalisme des années 60, comme ils disent, creuse en réalité le fossé qui sépare les pays sous-développés et les pays développés, et par conséquent aggrave ses contradictions à l'échelle internationale : « La principale menace contre le capitalisme est aujourd'hui constituée par l'élargissement de l'écart entre pays riches et pays pauvres. L'interdépendance économique croissante entre les pays a créé, au niveau international, un système de « laissez-faire » presque entièrement dépourvu de freins et de contrôles, dans lequel n'existe aucune limitation à une continuelle accumulation de richesse par les pays riches, ni aucun mécanisme compensateur pour les pays pauvres. La concentration de richesses qui en résulte pourrait bien provoquer la réalisation des prophètes de Karl Marx. » Paroles textuelles d'un grand industriel participant, en novembre 1964, à l'étude du National Industrial Conference Board sur les « obstacles au commerce entre pays développés et pays sous-développés ».

Craquements aux Etats-Unis

Si tel est l'aveu qui échappe à un grand industriel sur les ombres qui s'étendent sur l'économie mondiale (officiellement, les lumières sont fournies par les différentes « Alliances pour le progrès », les assistances économiques désintéressées... et la cruauté féroce au Vietnam, à St-Domingue ou en Bolivie), les prévisions ne sont pas plus roses pour le pays capitaliste principal : les Etats-Unis. « Il y a vingt ans, quand la guerre était encore en cours, on évaluait à 60 millions le nombre d'emplois nécessaires à l'économie de paix des Etats-Unis. Aujourd'hui, après vingt ans de l'expansion d'après-guerre, on est déjà arrivé à 17 millions d'emplois ; mais selon les

prévisions officielles, dans huit ans, et précisément en 1972, il faudra 82 millions d'emplois pour occuper — avec une marge de chômage technologiquement tolérable (précieuse parenthèse pour rappeler que l'objectif du système actuel n'est ni le bien-être de tous, ni même le plein emploi ; la seule préoccupation est de maintenir le chômage à un niveau qui ne soit pas inquiétant. Mais c'est justement ce niveau de sécurité qu'il devient de plus en plus difficile et angoissant de maintenir, étant donné le développement des forces productives comprimées dans des formes dépassées) — les forces de travail offertes par la structure démographique américaine telle qu'elle se présentera au début des années 70 » (d'une étude de U. S. News and World Report, 8 mars 1965).

Toutes les prévisions ont donc volé en éclats et loin de guérir les contradictions du capitalisme, la longue et vigoureuse phase d'expansion traversée par les Etats-Unis ne fait que les aggraver et suscite de sombres prévisions. Du même article : « La croissance du système économique des Etats-Unis doit donc se donner pour objectif la création de 12 millions de nouveaux emplois au cours des huit prochaines années. Cela suppose, pour ces huit années, un taux d'accroissement qui devrait dépasser de 50 pour cent environ celui des huit dernières années, qui a pourtant été élevé ».

L'expansion impose donc des tensions encore plus aiguës ; pour maintenir l'ordre social existant, il faut dépasser un record qu'on croyait insurpassable et renvoyer à plus tard un équilibre qu'on croyait pourtant pouvoir atteindre. Plus que jamais, le capitaliste siffle aux oreilles du prolétaire : « Produis ! Produis ! Produis ! ».

Odeur de catastrophe

Telle est la situation au centre de l'impérialisme mondial où « le souvenir de la crise épouvante plus que la guerre ! ». Mais si la paix sociale n'est pas assurée au cœur du monstre impérialiste, les tensions sociales et la concurrence s'aiguisent aussi ailleurs. Pour le pays européen qui capte l'attention de tous les observateurs avec son « miracle permanent », l'Allemagne Fédérale, voici ce que déclare « un des plus grands industriels du secteur mécanique » à un journaliste italien : « Il en est qui, comme moi, ont des convictions personnelles précises. Et il en est d'autres qui voient tout simplement dans la détente et les ententes internationales la seule voie pour conquérir de nouveaux marchés. Les pacifistes les plus archaïques sont aujourd'hui justement les industriels qui portent des noms identifiés dans l'histoire à la volonté de puissance de l'Allemagne de Guillaume II et de Hitler. La recherche de nouveaux marchés est le seul choix possible pour éviter une crise en Allemagne, avec ses conséquences politiques imaginables. Elle a commencé en Amérique ; elle s'est étendue depuis longtemps aux pays de l'Est, à toute l'Asie, Chine comprise ». Et le journaliste continue : « Le commerce allemand emprunte à nouveau ses anciens chemins, après l'affaiblissement graduel de la guerre froide et des ostracismes ; ce qui compte, c'est de faire tourner l'énorme complexe de l'économie nationale, en continuant le processus d'augmentation du bien-être qui garantit à son tour la stabilité intérieure ».

(La Stampa, 17 décembre 1964).

L'Economist, journal compétent en la matière, écrit le 13 mars 1965 : « Depuis la fin de la guerre, la conjoncture économique internationale n'a jamais été aussi préoccupante qu'aujourd'hui. Il y a un danger certain de glissement vers un monde fermé, non libéral. Il est permis de penser qu'on risque d'aller à une récession mondiale, alors que trop de gouvernements et d'autorités bancaires centrales se tournent résolument dans le sens opposé ». Quant à la revue Mondo Economico du 13 mai, elle intitule son éditorial « A l'étranger aussi, la conjoncture est freinée », et constate que « l'expansion continue à l'échelle européenne, mais à un taux réduit par rapport au plus récent passé ».

Le front de l'optimisme à tout prix est entamé. Loin de nous

l'idée de surestimer ces affirmations, de vouloir anticiper sur la fin des temps capitalistes. Mais il est intéressant de constater que des nuages surgissent à l'horizon et qu'ils sont observés avec inquiétude par ceux qui croyaient, ou faisaient profession de croire, qu'il n'y en aurait jamais plus. Avec Lénine, nous pouvons dire que « les alliances pacifiques préparent les guerres, et, à leur tour, surgissent de la guerre ; elles se conditionnent l'une l'autre, engendrent les alternatives de lutte pacifique et non pacifique, sur une seule et même base, celle des liens et rapports impérialistes entre l'économie et la politique mondiale » (L'impérialisme).

C'est cette position fondamentale que nous défendons dans notre premier numéro : « Dans le domaine de la doctrine générale de l'évolution historique et sociale, la dégénérescence politique désormais achevée de l'ancien mouvement communiste a abouti à une négation de la vision « catastrophique » de Marx : ni les oppositions de classes, ni même les oppositions d'Etats n'aboutiront plus à une lutte violente, à des conflits armés. Fondamentalement, la perspective est celle à la fois d'une paix internationale baptisée coexistence pacifique et d'une paix sociale garantie par les mots d'ordre conservateurs et réactionnaires de la « rénovation démocratique » et de la « lutte contre les monopoles ». En fait, le « communisme » khrouchtchevien (et celui de ses successeurs...) n'est qu'une apologie du Progrès, dans la mesure où il glorifie l'accroissement de la production et de la productivité ; qu'une apologie du capitalisme dans la mesure où il glorifie l'intensification du commerce ».

« Face à ces positions qui sont la reproduction pure et simple de celles de la bourgeoisie « progressive » de la seconde moitié du

XIX^e siècle, les positions marxistes restent inchangées : sous le capitalisme, l'augmentation de la production et de la productivité signifie exploitation accrue du travail par le capital, augmentation démesurée de la partie non payée du travail, de la plus-value. La consommation ouvrière, la « réserve » que la classe travailleuse se constitue sous forme soit individuelle soit sociale (protection contre la maladie, la vieillesse ; législation familiale, etc...) peuvent grandir ; l'assujettissement du producteur au capital, l'insécurité de sa condition liée aux aléas de l'économie de marché grandissent en même temps. L'antagonisme de classe n'est pas atténué, mais tout au contraire exaspéré. L'extension du commerce signifie extension de l'emprise des pays développés sur les pays sous-développés ; aggravation progressive de la concurrence naturelle entre les pays développés. Liant les différents peuples, les différents continents dans les mailles d'une économie de plus en plus mondiale, il présente dialectiquement un aspect « négatif » que veulent ignorer tous ses apologistes : la préparation de crises commerciales, et donc financières et industrielles dont l'aboutissant, aujourd'hui comme hier, ne peut être que la guerre impérialiste. Au reste, une fraction toujours croissante des forces productives est aujourd'hui dilapidée non point dans la production des marchandises dont l'« honnête » commerce khrouchtchevien « à intérêt réciproque » fait « bénéficier » toute l'humanité, mais dans la production d'armes destructives dont la fonction est encore plus économique (secteur d'accumulation épongeant la surproduction) que militaire ».

Puissent ces positions, imperturbablement soutenues dans les moments où la réalité — ou plutôt ses aspects les plus banaux — semble les démentir, restituer aux ouvriers les objectifs révolutionnaires que les opportunistes ont enlevé à leur horizon, et leur rendre évident que seule la lutte violente et sans quartier contre la classe des exploités est la garantie de leur émancipation.

En marge des "réformes" russes

(Suite de la première page)

lement que le niveau insuffisant atteint par l'accumulation socialiste demanda longtemps une direction plus administrative qu'économique..., ce qui favorisait parfois l'adoption d'attitudes subjectives et volontaristes qui portaient atteinte au caractère objectif des lois économiques... » Bourlatsky disait lui : « Les justes proportions dans l'économie nationale ne peuvent être établies arbitrairement sur le caprice ou le désir d'un individu, mais elles doivent se soumettre aux exigences de la production ». Et ces exigences ont eu finalement raison de tous les phraseurs « socialistes ». Elles ont fait reconnaître à Staline que la loi de la valeur existait toujours en U.R.S.S. Elles ont fait dire à Khrouchtchev que cette loi était déterminante pour toute l'économie russe, quelles que soient les formes de propriété : étatique, coopérative ou individuelle.

Mais le stalinisme est allé plus loin dans ses aveux, dans son reniement. Il ne pouvait sortir de ses contradictions entre une phrase « socialiste » et une sordide réalité bourgeoise qu'en affirmant que le socialisme, ce serait encore le salariat, l'économie de marché et la libre-entreprise. Bourlatsky dit ainsi : « Les fondateurs du marxisme-léninisme ont prédit que sous le socialisme existera la production de marchandises et jouera encore la loi de la valeur ». Quel prolétaire conscient de sa condition peut accepter de tels « lendemains » qui chantent les gloires de l'esclavage salarié ? Même s'il n'a pas lu Marx, comme le prolétaire de Palerme, il le retrouvera. Et avec lui il retrouvera son programme et son parti. Le socia-

lisme, une économie de marché ? Ecoutez donc Marx dans le texte déjà cité : « Au sein d'un ordre social communautaire, fondé sur la propriété commune des moyens de production les producteurs n'échangent pas leurs produits ; de même, le travail incorporé dans des produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits ».

Même dans la première phase de la société socialiste, « telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste », il n'y aura plus d'échange de marchandises : « Le producteur, dit Marx, reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail ». Le principe est ici le même, ajoute Marx, que celui qui règle l'échange de marchandises, c'est un échange d'équivalents, un « droit égal », un vestige du droit bourgeois. Mais « le fond et la forme diffèrent », car « L'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité de mesure commune ».

Il est bien loin du bon de travail, le système des primes mis à l'honneur en U.R.S.S. ! Et plus caractéristique encore de l'entière domination du Capital est la détermination du profit par rouble investi comme seul critère et unité de mesure de toute l'activité économique russe. Bientôt les « correspondants » à Moscou ne suffiront plus pour farder aux couléurs du socialisme la sainte Russie des tsars et de Staline. Réformez donc tant qu'il vous plaira, c'est nous faire avancer sur le chemin de la Révolution !

Crise monétaire et crise capitaliste

En convertissant soudainement en or une bonne partie de ses réserves de dollars, la France a soulevé de vives inquiétudes dans le monde capitaliste. Faisant contre fortune bon cœur, les Etats-Unis ont payé rubis sur l'ongle à de Gaulle la coquette somme de 482 millions de dollars en or.

Déjà, à la réunion du Fonds Monétaire International tenue à Tokyo en septembre 1964, Giscard d'Estaing, considérant l'hémorragie croissante de réserves monétaires qui affecte les Etats-Unis, avait critiqué le système monétaire international des paiements. Depuis, les "experts" ont étudié de "nouveaux" systèmes monétaires, revenant ainsi aux vieilles énigmes (la monnaie et le crédit) du siècle dernier qu'ils affirment pourtant tellement « dépassé ». Le problème, ou mieux les problèmes n'ont pas été résolus, pas plus qu'ils ne le seront jamais du simple point de vue "technique". L'orientation actuelle de la politique financière poursuivie par le gouvernement américain le prouve clairement : contre l'avis de ses propres "experts" qui suggéraient une révision des exportations de capitaux et considéreraient les allègements fiscaux comme un palliatif, il a lancé une campagne massive d'investissements à l'étranger, en Europe occidentale en particulier, depuis l'Angleterre jusqu'à l'Italie et de l'Espagne à l'Allemagne occidentale, pour ne pas parler de l'autre côté de l'ex-rive de fer où les capitaux américains pénètrent par l'intermédiaire de la France et de l'Allemagne Fédérale. Les Etats-Unis déversaient en même temps sur le monde et l'Europe en particulier, une avalanche de marchandises qui forçait toutes les barrières à coup de prix concurrentiels. Ainsi, comme le prouvent les nouvelles récentes, la balance commerciale des Etats - Unis s'est-elle rétablie : elle est finalement redevenue active, démentant les rumeurs tendancieuses qui annonçaient une dévaluation du dollar.

Toutefois, le problème demeure pour l'ensemble du système capitaliste. En satisfaisant aux exigences françaises de conversion des dollars en or, les U.S.A. ont attiré l'attention des autres pays sur leur signification. Si l'exemple de de Gaulle avait été suivi par d'autres pays, c'était la crise mortelle pour le capitalisme lui-même. Pourquoi ? Parce que le dollar jouit du privilège de constituer, avec l'or, l'équivalent général dans lequel s'évaluent et se soldent toutes les transactions commerciales dans le monde ? Dans un certain sens, oui, mais tout simplement parce que le dollar et l'or, en tant que monnaie, ne représentent qu'une fraction infime des valeurs, vraies ou éphémères peu importe, représentées par la véritable et irremplaçable monnaie capitaliste, la monnaie de crédit. Les "experts" ont dû rappeler à tous les capitalistes du monde ce terrible avertissement de Marx : «... dès que le crédit est ébranlé — et cette phase se produit nécessairement dans le cycle de l'industrie moderne — toute richesse réelle doit du jour au lendemain et en réalité être convertie en numéraire, en or et argent, exigence absurde mais qui résulte nécessairement du système lui-même. Et tout l'or et l'argent qui doit suffire à satisfaire les énormes demandes, se monte à quelques millions entassés dans les caves de la Banque ».

Les devises nationales, du rouble au dollar, de la livre à la lire ou au franc représentent à leur tour bien peu de choses par rapport aux divers "titres de crédit" que tout citoyen privé peut émettre sans contrôle (traites, lettres de change, etc...) et qui se réalisent dans un tourbillon continu d'échanges où ils s'annulent plus ou moins complètement.

Face à cette "véritable" monnaie, qui circule légalement, se dresse une fraction dérisoire d'argent, dans laquelle on aurait la grotesque prétention de convertir les valeurs contenues dans les titres de crédit. De Marx encore : « Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de change, des titres, des marchandises, doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or ».

Et l'inverse est également vrai : le crédit est ébranlé dès que l'on prétend convertir les titres de crédit en monnaie bancaire ; cela conduit directement à la crise qui peut être mortelle pour le système capitaliste.

Jusqu'en 1933, au terme de la grande crise du "vendredi noir", le système monétaire mondial reposait sur l'or, monnaie par excellence, et sur la livre sterling, devise de "réserve". Le système, en effet, était le résultat et la manifestation de la puissance économique mondiale de l'Angleterre. Après la seconde guerre impérialiste, le changement des rapports de puissance entre les Etats capitalistes entraîna celui du système monétaire, qui se fonde toujours sur l'or, mais considère le dollar surtout, à côté de la livre, comme devise de "réserve". La faim de dollar qui s'empara du monde après la seconde guerre fut promptement satisfaite par les U.S.A., dans le but de recréer le circuit d'échange sans lequel le système capitaliste s'asphyxie et d'aider les pays dévastés par le conflit à remettre sur pieds leur appareil productif, et donc l'exploitation du travail salarié, en réalisant du

même coup cette paix sociale sans laquelle tout "aide" et toute entreprise aurait fait faillite. Les Etats-Unis ont ainsi complètement dominé le marché mondial, mais au prix d'une remise en ordre de marche de l'économie de pays concurrents qui devait nécessairement ramener l'éternel conflit entre le maintien des marchés et leur extension.

Produire ne suffit pas, encore faut-il faire circuler le capital sous forme de marchandises. Et pour faire circuler les marchandises, pour les vendre et réaliser ainsi leur valeur et la plus-value, le profit qu'elles contiennent, une certaine quantité d'équivalent général, d'argent, est nécessaire pour garantir tous les concurrents. L'or devrait précisément offrir cette garantie, complété par une monnaie métallique, une devise nationale offrant une certitude de réalisation.

Tout cela, comme on voit, repose sur une fiction juridique, qui, à son tour, n'est que le reflet du rapport de force réel entre les U.S.A., jusqu'ici maîtres incontestés du marché international, et les autres pays capitalistes. Bien ou mal, le système fonctionne tant que dure la confiance dans le dollar ; mais dès qu'il donne des signes de fatigue — c'est-à-dire dès que l'économie américaine donne des signes de crise —, les possesseurs de dollars se hâtent de les convertir en véritable monnaie, en or, que l'on peut toujours convertir en n'importe quelle marchandise.

La lutte concurrentielle entre pays capitalistes n'exclut pas les coups bas : créer des difficultés au dollar pour tenter d'arracher au capital américain ses positions privilégiées. La manœuvre effectuée par les Russes en 1960, la réévaluation

du rouble, visait à lui assurer une place aux côtés du dollar sur les marchés internationaux. Celle de de Gaulle, la conversion en or des dollars de la réserve, poursuit le même but. Le dollar demeure la monnaie la plus forte, ou plutôt la moins faible. En fait, en 1954 et 1964, toutes les monnaies nationales ont subi une dévaluation, mais c'est le dollar qui a été le moins touché : il a baissé de 13 p. 100 en dix ans, contre 36 p. 100 pour le franc français, 19 p. 100 pour le mark et 26 pour cent pour la livre sterling.

Devant les propositions d'instituer de nouveaux systèmes monétaires excluant, de façon fort peu réaliste, l'utilisation de l'or, Giscard d'Estaing encore, conscient de la véritable fonction de l'or dans la société capitaliste, a expliqué pourquoi l'or doit être maintenu au "centre du système monétaire mondial" : « Comme l'a souligné le président de la République dans sa déclaration du 5 février, c'est un élément unique qui ne change pas de nature, qui n'a pas de nationalité, qui est considéré éternellement et universellement comme la valeur fiduciaire par excellence ». Autrement dit, l'or est l'équivalent général : il est monnaie. Que l'on écoute Marx, ce vieil homme dépassé du siècle dernier : « La première fonction de l'or consiste à fournir à l'ensemble des marchandises la matière dans laquelle elles expriment leurs valeurs comme grandeurs de la même dénomination, de qualité égale et comparable sous le rapport de la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs. C'est en vertu de cette fonction que l'or, la marchandise équivalente, devient monnaie ». « C'est parce que les

marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé, et, par suite, commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leur valeur dans une marchandise spéciale et transformer cette dernière en monnaie, c'est-à-dire en faire leur mesure commune. Mais la mesure des valeurs par la monnaie est la forme que doit nécessairement revêtir leur mesure immanente, la durée de travail ».

Les économistes, les théoriciens du capitalisme n'osent pas aller au-delà de l'analyse de la monnaie et feignent de croire que la question du « système monétaire international » peut être résolue une fois pour toutes en inventant un mécanisme qui ne crée pas de déséquilibres dans l'économie mondiale. Ils oublient ainsi que la « forme argent » dont l'or est la matérialisation, n'est qu'une métamorphose de la « forme valeur générale », et que donc « l'énigme du fétiche argent est seulement l'énigme du fétiche marchandise devenu visible et qui aveugle ». Ils oublient, autrement dit, que les « déséquilibres » monétaires ne font que refléter les « déséquilibres » réels de la production capitaliste, que traduire l'irrationalité profonde du mode de production capitaliste.

L'économiste part à la recherche de la monnaie « forte », « solide », qui garantisse les cours de change, les transactions commerciales, qui assure l'éternité du système. Mais l'étalon-or est aussi le talon d'Achille du capitalisme, de même que la forme marchandise des produits du travail humain est le misérable travestissement qui ne peut contenir la poussée des forces productives en expansion. C'est l'éternelle tentative par laquelle, « avec le développement du système de crédit, la production capitaliste cherche continuellement à lever cette barrière de métal, cette barrière à la fois matérielle et imaginaire de la richesse et du mouvement de celle-ci, mais revient toujours se buter la tête contre le mur ». Autrement dit, le capitalisme produit des marchandises non pour satisfaire des besoins humains, mais pour les vendre et en retirer le profit qui est son seul but. Donnant, donnant, le seul dieu est le marché ! Mais si la capacité de produire est infinie, celle d'acheter ne l'est point. Et le capitalisme entasse ses richesses face au dénuement des grandes masses humaines et il exhibe ses porte-avions, ses réacteurs atomiques et ses engins "cosmiques" à la barbe des deux tiers de l'humanité qui ont faim !

Mais après s'être « buté la tête » contre cette « barrière métallique » le capitalisme recevra d'autres coups autrement dangereux, ceux que lui portera le prolétariat. Les pertes d'or de la Russie consécutives à la nécessité d'acheter du blé à l'étranger et celles des Etats-Unis qui doivent financer leur propre suprématie mondiale, montrent que des crises productives sont en train de mûrir dans le sous-sol économique, avec comme conséquence immédiate le bouleversement des échanges intérieurs et internationaux entraînant la modification du commerce extérieur et de l'équilibre des forces.

Ces escarmouches monétaires sont donc le signe avant-coureur de crises bien plus profondes. Elles sont inévitables, car elles reflètent la nature contradictoire de l'économie capitaliste au sein de laquelle des forces sociales inconciliables sont engagées dans une lutte à mort même si la « paix » semble momentanément régner. En tous cas, ces problèmes ne pourront se poser dans la société socialiste où l'or recevra la fonction à laquelle le désignent ses propriétés chimiques : recouvrir les latrines !

FORGER SES PROPRES CHAINES

Le propre du syndicalisme de collaboration de classe c'est d'invoquer les effets de misère et de chômage qui résultent des contradictions du capitalisme, non pas pour inciter les ouvriers à détruire ce même capitalisme, mais pour les solidariser à la défense des entreprises ou secteurs que la concurrence et la concentration éliminent. Nous lisons ainsi dans « L'Humanité » du 7 octobre 1965, à propos de la réduction de secteurs productifs chez Renault à Billancourt : « Nous nous opposons au démantèlement des secteurs de production ». Phrase tirée d'un tract C.G.T. qui, par ailleurs, dénonce le « prétexte » de décentralisation avancé par la direction de la Régie et lance ce cri d'alarme : « Que va devenir l'usine de Billancourt ? » et conclut par cet appel : « Les machines, les techniques, les hommes ne seront pas livrés aux trusts privés, si, dans toute l'usine, la protestation monte. Chacun doit avoir à cœur de s'opposer au départ de son outil de travail qu'il a lui-même créé et amélioré durant des années par son propre labeur ».

Précisément, les ouvriers ne parviendront pas à se défendre efficacement, même sur le plan des revendications immédiates les plus élémentaires s'ils continuent à pratiquer cet esprit de solidarité avec « l'outil de travail ». Il y a plus de cent ans que le « Manifeste Communiste » a dit aux prolétaires que, dans cette société, ils n'avaient rien à perdre sinon leurs chaînes... même si ce sont eux qui les ont créées et — ô ironie ! — améliorées !

PROMESSES et REALITÉ

« Après 48 heures de grèves sur le carreau » les mineurs de fer de

L'abondance de matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la fin de l'article :

"ESPAGNE 1936"

Tuquegnieux ont obtenu « l'engagement des pouvoirs publics qu'ils interviendront auprès des patrons pour faire respecter les garanties de la « table ronde ». Intervenu après les grèves de Trioux en 1963, celle-ci stipule notamment : versement de 90 pour cent du salaire aux licenciés pendant un an ; maintien dans le logement pendant trois ans ; reclassement dans une usine sidérurgique de la région ».

(Humanité du 4 octobre).

Ce que valent ces engagements on vient d'en juger par la nécessité dans laquelle se sont trouvés les mineurs de faire grève pour les faire respecter. Ce qu'ils contiennent, « L'Humanité » nous l'apprend quelques lignes plus bas : « Outre qu'ils ne sont pas stables (les reclassements) (on cite le cas d'anciens mineurs « reclassés » licenciés deux ans plus tard par leur usine), ils signifient toujours une perte de salaire : de 25 à 45 pour cent ».

Mais n'est-ce pas là le type-même de ces « solutions » que les « tables rondes » entre représentants ouvriers et patronaux apportent à des problèmes auxquels l'économie capitaliste et la société de classe ne connaissent aucune solution ?

—O—

TRAHISON

SANS EXCLUSIVE

Lu dans « L'Humanité » du 12 octobre 1965, à propos de « l'exclusive » que jette sur la C. G. T. le Conseil National du Patronat français : « Si des travailleurs s'interrogent ce n'est pas tant sur la justesse de ces revendications (revalorisation des salaires, retour aux 40 heures, etc...) c'est de savoir comment amener le patronat à les satisfaire ». Remarque très pertinente, mais que répond la C. G. T. à cette question ? « Ces revendications ne seront résolues favorablement que si un puissant courant populaire soutient leur défense par toutes les centrales syn-

dicales dans une discussion commune avec le patronat ». Le même article avait dit plus haut : « en ce domaine comme en d'autres, il n'y a pas de miracles ». En effet, que les ouvriers aient obtenu des avantages réels à la suite de discussions avec le patronat et sans l'étreinte de fer des grèves généralisées, voilà un « miracle » que l'on n'a jamais vu !

SOUSCRIPTION

PERMANENTE 1965

LISTE N. 7. — Jean-Louis, soutien, 8 ; François, 12 ; Vive le Proletaire, 10 ; Dominique, 9 ; une femme de ménage, 5 ; soutien Gislino, 8 ; Astensionista, 17 ; Christian, 12 ; Alger, 8,90 ; Paul, 4 ; Adelino, 50 ; Emmanuel, 5 ; André, 8 ; Mathieu, 10 ; Lucien, 10 ; Emmanuel, 5 ; José, 3 ; Pierre, 1,40 ; Antoine, 8 ; Soutien André, 68 ; Robert, 2,80 ; Réunion publique, 21,50 ; Soutien Louis, 8 ; Alain 12,70 ; Christian, 10 ; Piccino, 10 ; Julien, 6 ; Souscription exceptionnelle, 100 ; Vive le Proletaire, 10 ; François, 10 ; Gérard, 20 ; Christian, 12 ; Suzanne, 2 ; Jean, 1,20 ; Emile, 36 ; Ahmed, 1 ; Lucien, 12 ; Jacques, 5 ; Boufarik, 10 ; Salut à Alice, 10 ; Après criée, 10,70 ; Soutien Paul, 18 ; Une femme de ménage, 50 ; Soutien Henri, 6 ; Inconnu, 1,50 ; Daniel, 5 ; Goupil, 2 ; Ello 24 ; Claude, 10 ; Alice, 5 ; Serge, 20 ; Philippe, 40 ; O. Félicie, 5 ; Alain, 3 ; Serge, 1,80 ; Cecchino, 10.

Total Liste N. 7 774,50 F.
Total précédent 3.219,96 F.
Total général 3.994,46 F.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

(Suite de la 1^{re} page)

futur en échange de sacrifices immédiats ; 3) de vouloir lutter contre la concurrence internationale ("dominer les prix de revient") en augmentant la productivité du travail. Tout cela est parfaitement exact, mais on oublie l'essentiel : ce n'est pas tel gouvernement déterminé qui mène une telle politique, mais l'Etat de classe au service du système capitaliste. Nous y reviendrons.

Quelles "solutions" propose donc le "grand parti des travailleurs" ? Écoutons encore Marchais : « L'expérience prouve que l'unité, l'union et l'action de la classe ouvrière et des autres catégories sociales... permettent de faire reculer le pouvoir... Il faut s'attaquer aux causes des maux dont souffrent les travailleurs... c'est-à-dire au pouvoir même. En effet, pour mettre un terme à la dégradation des conditions de vie et de travail, à l'insécurité de l'emploi, pour obtenir des changements profonds et durables dans le domaine social, toutes les victimes de la politique gaulliste ont le plus haut intérêt à s'unir pour préparer une démocratie véritable. »

Et voilà, le tour est joué. Tout va mal, c'est la faute à de Gaulle (et non à la société capitaliste dont il n'est que le serviteur) ; votons bien et tout ira mieux. La démocratie toute neuve permettra, toujours selon Marchais, 1) de mettre en œuvre "un plan de développement économique et social qui permette tout à la fois de stimuler le développement des industries d'avenir, d'assurer le plein emploi et le relèvement du niveau de vie des travailleurs" ; 2) de nationaliser "les grandes banques d'affaires, les compagnies d'assurances avec la gestion démocratique de toutes les entreprises nationalisées et l'extension, dans les autres entreprises, des pouvoirs des comités d'entreprise".

Magnifique programme qui ne touche pas un cheveu du système capitaliste et qui n'a besoin pour être réalisé que d'une certaine quantité de petits bouts de papier dans une urne électorale ! Plutôt que d'en faire une longue analyse théorique — un tel crétinisme politique ne le mérite vraiment pas —, voyons un peu les effets de ce programme, là où il a été réalisé dans le cadre d'une démocratie non plus seulement "renovée" mais, merveille des merveilles, "populaire" ou votre même "socialiste".

Dans les « démocraties populaires », plus de malfaisants monopoles et surtout pas de vlain de Gaulle. Mais voyons un peu en commençant par la "perle" yougoslave. On savait déjà qu'en Yougoslavie des mesures avaient été prises en juillet dernier pour « rééquilibrer » l'économie : augmentation générale des prix de 25 pour cent (plus élevée pour l'agriculture, les transports et l'électricité). Cela avait été dicté par des "difficultés", que nous affirmons être caractéristiques du capitalisme, se traduisant par un déficit de la balance des paiements lié aux dépressions de la production et un déséquilibre des différents secteurs productifs.

Le décret d'augmentation des prix s'est accompagné d'une autre "réforme" de grande importance : la dévaluation du dinar dont le change avec le dollar est passé de 750 à 1250 ! Il est vrai que quelques augmentations de salaire ont été consenties, mais dont on ne connaît pas encore l'importance. En tout cas il est bien certain que ces « réajustements » ne peuvent suivre que de très loin le mouvement des prix, sinon l'opération ne servirait plus à rien. D'autre part, pour compléter ces mesures, le gouvernement yougoslave a eu recours à un procédé classique et qui, lui, ne laisse subsister aucune équivoque : celui qui consiste à augmenter les normes de travail dans les entreprises. Il ne pouvait en être autrement. Pour accroître la productivité du travail, ce pays soi-disant socialiste, doit d'abord accroître l'effort productif, et cela en même temps, voire même avant de procéder à l'augmentation des investissements que les mesures monétaires citées plus haut doivent produire obliga-

"Démocratie renouée" et capitalisme

toirement au détriment des salariés. Bien entendu, à ce propos, en Yougoslavie comme dans tout autre pays capitaliste, on sert aux ouvriers le couplet habituel selon lequel le sacrifice qu'on exige d'eux "aujourd'hui" se traduira par une amélioration... "demain" : « Tout cela — écrit le journal Borba — portera ses fruits, naturellement au bout d'un délai plus ou moins long ; certes pas dans l'immédiat. Cela doit permettre de rattraper le niveau antérieur et de le dépasser, aussi bien en ce qui concerne le montant des salaires que celui du capital fixe, lesquels dans le système de l'autogestion, sont étroitement dépendants l'un de l'autre ». (Mais n'est-ce pas là le même mensonge dont le P. C. F. fait grief au pouvoir gaulliste ?) Borba, cité par le journal « communiste » italien L'Unità, évoque le cas d'une « entreprise qui avait décidé d'augmenter sa productivité en élevant purement et simplement ses normes et cela sans même consulter les ouvriers qui ont riposté en déclenchant une grève d'une heure ou deux ». Toutefois, « dans une fabrique de moteurs une mesure du même genre, c'est-à-dire une élévation de la norme productive a été décidée par les ouvriers eux-mêmes, naturellement dans le cadre d'un effort et d'une recherche démocratiques des voies d'accroissement de la productivité ». Et le journal yougoslave en tire triomphalement cette conclusion : « Il faut souligner la nécessité d'une démocratie que la réforme rend plus que jamais nécessaire mais qui, peut-on ajouter, a toujours été liée au fonctionnement de l'auto-gouvernement ».

Pour ces messieurs du P. C. italien ou français comme pour leurs compères de la Ligue yougoslave, la meilleure façon d'augmenter la productivité, c'est-à-dire l'exploitation des ouvriers, c'est de placer ces derniers dans des conditions telles qu'ils acceptent spontanément de la voir s'aggraver. Le procédé le plus efficace pour atteindre ce but c'est, de l'aveu même de ces messieurs, la démocratie d'entreprise. Sans doute les « communistes » français ont-ils tout loisir de se faire sur ces aspects peu brillants du socialisme à la mode yougoslave. Mais en jugeant de quoi ils se contentent, en matière d'orga-

nisation de la production et de conditions de vie et de travail des ouvriers, dans les pays où, à les en croire, le socialisme est déjà un fait, on se représente aisément de quelles transformations sociales dérisoires ils sont prêts à se satisfaire, là où, selon leurs propres dires, il n'est pas du tout question de promulguer un programme communiste (ou ce qu'ils considèrent tel) mais seulement une « démocratie véritable ».

Un autre exemple, celui de la Bulgarie, nous montrera dans quel infâme cercle vicieux ils enferment le prolétariat lorsque, dans les Etats de régime bourgeois déclarés, ils protestent contre les mêmes mesures que celles qu'ils saluent comme des victoires socialistes dans les pays où leurs confrères sont au pouvoir.

L'écho nous parvient toujours de « L'Unità » que l'expérience bulgare séduit plus encore que l'expérience yougoslave parce que les mêmes réformes s'y sont réalisées « en douceur ». Le journal italien écrit avec emphase que « 1.500 ouvriers de l'usine textile Varna ont obtenu une diminution d'horaire tout en augmentant la productivité du travail de 13 pour cent par rapport à l'année précédente tandis que l'augmentation de salaire a été de 8 pour cent ». « La fabrique — dit encore « L'Unità » — a réalisé une belle marge de bénéfices ». Voilà un éloge digne d'un bon comptable capitaliste et qui aurait sa place dans un triomphal rapport annuel à l'intention des actionnaires de n'importe quelle entreprise bourgeoise d'occident : 1^o avec une semaine réduite les ouvriers ont augmenté la productivité de 13 p. 100 ; donc ils ont produit beaucoup plus en un temps beaucoup plus bref, ce qui signifie que l'exploitation de leur force de travail a été accrue ; 2^o la productivité du travail a été augmentée de 13 %, le salaire de 8 % seulement ; ainsi, non seulement la force de travail physique et nerveuse a été plus exploitée mais encore sa rétribution en argent a été proportionnellement plus faible ; 3^o en conclusion l'entreprise a obtenu, comme c'est logique d'ailleurs, une « bonne marge de bénéfices » ! Ces procédés « socialistes » ne sont-ils pas dignes

de nos terribles directeurs de monopoles qui suscitent l'indignation hypocrite de M. Marchais ? Il est vrai que les ouvriers bulgares ont une compensation appréciable : ils sont spoliés, non par un odieux « pouvoir des monopoles », mais par une belle et bonne « démocratie véritable », mieux même par une démocratie socialiste ! En fait voilà ce qui s'est produit en Bulgarie : l'Etat n'entend plus assumer les frais dont il avait pris la charge à l'époque du démarrage des entreprises dites « socialistes ». Chacune de ces entreprises, désormais « doit penser à tout », au salaire des ouvriers, à la recherche des crédits d'investissement, à la vente du produit et à l'amélioration de sa qualité, aux charges sociales et à l'achat de machines neuves, à la découverte « de débouchés aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger ».

Comment satisfaire ces exigences qui, en fin de compte, assujettissent l'entreprise aux vicissitudes du marché, non seulement à l'intérieur des frontières mais encore dans la jungle de la grande concurrence internationale ? A cette question il n'y a qu'une réponse et elle ne nous mâche pas les mots : « L'ouvrier — écrit l'article cité — est directement intéressé à la pleine réussite de la réforme. Son salaire, en effet, se décompose de la façon suivante : pour 60 à 80 pour cent, une partie fixe ; pour le reste une fraction variant en fonction de la rentabilité de l'entreprise. L'entreprise dans sa totalité est liée à la recherche de l'accumulation toujours plus grande et du crédit toujours plus élevé. Il n'y a plus d'intervention étatique qui puisse combler le déficit, il s'agit désormais pour elle, de se débrouiller seule. L'ouvrier, maintenant, ressent de façon bien plus grande qu'autrefois le poids de sa propre responsabilité dans le travail ; il est tenu de produire mieux et moins cher que par le passé. D'autre part, les administrateurs de l'entreprise « dépendent » davantage du degré de productivité de l'ouvrier. Les rapports internes de l'entreprise ont été appliqués le nouveau système se trouvent ainsi améliorés. Les conseils ouvriers, élus tous les deux ans, ont toujours plus

voix au chapitre, etc... ».

C'est clair, n'est-ce pas, camarades ouvriers ? Ou vous produisez davantage ou votre salaire global est réduit, au moins en ce qui concerne la fraction (20 à 40 pour cent) « variant en fonction du rendement de l'entreprise ». Choisissez donc librement : l'entreprise qui a intérêt à vous faire produire toujours plus, vous laisse libres d'être vos conseils, et se fie à votre « sens toujours plus grand de vos responsabilités » pour que, librement, vous vous laissiez comprimer comme citron pressé afin que la fabrique puisse « se débrouiller seule ». On ne saurait nier que c'est là le fin du fin de la démocratie : obtenir de l'esclave qu'il soit heureux d'incliner l'échine sous les coups et qu'il vote pour qu'on la lui fasse incliner davantage.

Nous parlons dans ce même numéro de la Russie, dont les "réformes" vont dans le même sens que celles que nous venons d'évoquer. Ainsi donc, les "communistes" français voudraient nous faire croire qu'il suffit de changer les personnages qui gèrent l'économie de marché pour en faire disparaître les caractères inhumains. La réalité économique et sociale des pays de l'Est nous prouve au contraire que ce sont les rapports de production qui déterminent les rapports sociaux et non l'inverse : là où règnent l'argent, l'intérêt d'entreprise, la concurrence, la rentabilité, c'est la force invisible mais tyrannique du Capital qui mène toute la société. Seules la révolution communiste et la dictature du prolétariat peuvent l'abattre parce que seules elles ont la force de détruire le capitalisme et donc le salariat.

La démocratie la plus renouée du monde aurait elle-même pour Président « l'homme de gauche » Mitterand qui fut onze fois ministre sous la démocratie non encore renouée (à l'intérieur, il a su montrer qu'il était un excellent gardien de l'ordre bourgeois ; on sait aussi qu'il fut un vaillant défenseur de l'impérialisme français, lui qui déclara à propos de l'Algérie : « La seule négociation, c'est la guerre » ; serviteur de l'Ordre et de l'Empire, il est donc le « candidat de gauche » idéal et nous ne plaisantons pas le moins du monde), la démocratie, donc, n'est qu'une arme dont dispose la bourgeoisie pour maintenir l'ordre et conserver son système.

LETTRE D'ITALIE

La situation que nous avons décrite dans le numéro de septembre du « Prolétaire » ne s'est, non seulement, pas améliorée depuis, mais a encore empiré en Italie.

Dans toutes les régions d'industrie textile, au Piémont, en Lombardie et en Vénétie, on enregistre des suspensions, des licenciements, des réductions d'horaires avec baisse du salaire ; les 8.000 licenciés de l'établissement « Cotonificio Valle Susa » attendent encore leurs arriérés et, comme si cela n'était pas suffisant, les syndicats font faire à un de leurs représentants la grève de la faim (le gandhisme fait école !) devant la préfecture ; à Sesto San Giovanni — grand centre métallurgique et mécanique — on compte 13.000 chômeurs ; partout se répète le même tableau navrant ; toutes les catégories sont pratiquement en lutte, mais séparées, sans se fonder dans une seule flambée de lutte de classe.

La seule note nouvelle est apportée par les syndicats opportunistes : plus la fermentation augmente, plus vite ils courent aux canots de sauvetage ; plus la pluie des licenciements s'intensifie et plus ils se précipitent de... sauver l'économie nationale de « déplorables » éruptions de la colère ouvrière. Ce n'est pas qu'ils aient inventé de nouvelles méthodes de sabotage : le vieux réformisme leur a légué tout un arsenal de "freins et de contre-poids" qui suffit en toutes circonstances. Mais la "nouveau", c'est la codification de leur travail de jaunes, son élévation au rang d'une loi.

Les syndicats de cheminots ont montré la voie. Des organisations ouvrières qui ont comme principe fondamental la participation à la

direction et à la planification de l'économie, et donc à l'administration nationale, trouvent logiquement dans les entreprises d'Etat le terrain d'expériences le plus fertile ; et c'est pourquoi du reste elles transforment les agitations ouvrières en manifestations larmoyantes pour la nationalisation des entreprises privées ou leur contrôle par l'Etat. Emules des laboristes anglais, les syndicats ont donc présenté à l'entreprise d'Etat des chemins de fer un mémorandum collectif (c'est-à-dire signé par les syndicats communistes, démocrates-chrétiens et social-démocrates) dans lequel on revendique d'abord, comme de juste, le "droit" de grève, pour déclarer ensuite — et cela est normal si l'on veut transformer une arme de lutte prolétarienne en un article du code ou de la constitution bourgeoise — que la grève ainsi érigée à la hauteur d'un principe constitutionnel sera rendue inoffensive grâce à une réglementation. Voyez si "réglementation" ne signifie pas "stérilisation" : « Les organisations syndicales, conscientes de la délicatesse du service public confié aux travailleurs des chemins de fer, se sont toujours inspirées d'un sens profond des responsabilités l'ant en décidant qu'en conduisant la grève ». Mais ce n'est encore que le hors-d'œuvre, voici le plat de résistance : « Les syndicats, s'ils devaient (la mort dans l'âme !) déclencher une grève, en informeraient l'opinion publique au moyen de communiqués dans la presse et en avertiraient la direction des chemins de fer au moins huit jours avant la date fixée, en énumérant les modalités d'exécution ».

O grands stratèges de la "lutte de classe" ! Vous aviserez l'adver-

saire huit jours avant de déclencher "l'offensive" ; mieux même, vous lui ferez la grâce de lui expliquer comment se déroulera l'offensive, vous lui passerez les plans de campagne. Véritables Napoléon des luttes revendicatives, vous n'espérez rien d'autre qu'un glorieux Waterloo !

Les chemins de fer font école. Par rang de mérite national, les syndicats de l'E.N.E.L., la nouvelle entreprise d'Etat qui gère les usines d'électricité récemment nationalisées, viennent tout de suite après eux. Là encore, il s'agit d'organismes et de services publics ; donc, le sens des responsabilités ne doit pas faire défaut : si la lumière manquait, que deviendrait l'économie nationale ? Ainsi, en dix mois (nous disons bien dix) de négociations, les syndicats ont peu à peu ramené leurs revendications économiques à la demande de "réajustements le plus souvent symboliques des rétributions" ; leur véritable cheval de bataille était en effet la revendication de récompenses aux méritants (ceux qui se laissent exploiter plus que les autres !) et du droit pour le syndicat de participer à la solution des problèmes d'organisation de l'entreprise.

De plus, dès que la direction se déclara prête à discuter de cette seconde partie, les syndicats laisseraient tomber complètement la partie économique des revendications et annulèrent l'ordre de grève déjà lancé afin que les négociations puissent commencer. Quand celles-ci eurent échoué (les patrons et l'Etat-patron lui-même ont désormais compris qu'ils pouvaient tirer à volonté sur la corde sans le

moindre danger qu'elle se rompe !) les syndicats projetèrent une grève de 48 heures, mais en proposant toutefois à l'E.N.E.L. un « plan d'urgence » qui aurait garanti la fourniture régulière de l'électricité malgré la grève. Cette proposition étant elle aussi repoussée, les syndicats confirmèrent l'ordre de grève mais firent en sorte que les dernières équipes laissent les dispositifs de sécurité en parfait état de marche, allant même jusqu'à exempter de grève certaines catégories et à avertir le patron une semaine à l'avance, du jour, de l'heure et des modalités de la grève.

Morale : les ouvriers ont quitté le travail dans une proportion de plus de 92 pour cent, mais l'entreprise, avisée à temps, a pu recourir tranquillement aux forces mises à sa disposition... par elle-même, c'est-à-dire par l'Etat et l'électricité a été distribuée comme si de rien n'était.

Conclusion ? La voici, et elle est scandaleuse : la C.G.I.L. (équivalent de la C.G.T.), invite les électriciens « qui ont réclamé à grands cris la continuation de la grève, à reprendre le travail pour donner une nouvelle preuve de conscience, de civisme et de patience, et pour consentir à la direction un nouveau temps de réflexion, après quoi la lutte sera inévitablement reprise et intensifiée » ! En d'autres termes, les ouvriers voudraient lutter, mais les syndicats les invitent à tendre l'autre joue. Quand la lutte sera "reprise", la direction aura eu tout le temps de « réfléchir » sur le moyen de distribuer mieux encore l'électricité en laissant les ouvriers faire grève selon leur « droit », c'est vraiment le cas de le dire, et en économisant à nouveau 48 heures de travail non payé.

Et vive l'économie nationale !